

éditorial

L'effet 78

Et pourtant, mars 1978 n'a-t-il pas laissé des traces profondes ?

Ce programme commun a répondu à des aspirations diverses. Pour la grande masse des militants de gauche, c'était à coup sûr un grand espoir qui a rempli leur vie durant toutes ces années.

Pour d'autres, le programme commun était perçu comme un catalogue, mais aussi comme un pas nécessaire créant les conditions favorables pour un réel changement de société.

Certains, et nous en sommes, ont vu derrière les aspects alléchants, un danger d'instauration d'un régime de type capitalisme d'Etat dans lequel la direction du PCF, se servant des organisations de masse sous son contrôle aurait progressivement imposé son hégémonie. Quand on connaît les positions de ce parti aujourd'hui, tant sur le plan intérieur où il se propose de marginaliser, balayer, écraser tout ce qu'il ne contrôle pas, que sur le plan international, il faut bien avouer qu'il y avait déjà avant 1978 de quoi avoir quelques soupçons.

Pour les militants des organisations de gauche, le programme commun a représenté un moyen de transformation politique de la société et pour beaucoup d'entre eux, tout devait y être subordonné, à commencer par les luttes.

Il ne fallait surtout pas avant la victoire de la gauche, laisser se créer un courant dans les masses favorable à prendre directement ses affaires en main, un courant porteur de réelles aspirations révolutionnaires qui fasse éclater le cadre étroit, et centralisateur du programme commun.

Comment s'étonner que pour la grande majorité de la classe ouvrière, du peuple, l'objectif était avant tout de battre la droite et d'obtenir à bon compte certaines revendications ?

Le réveil a été brutal au lendemain du 19 mars. Les travailleurs n'obtiendront pas par ce moyen-là la satisfaction à certaines de leurs revendications. La

La voie de la facilité passive n'aura pas été payante. De nombreux militants de gauche s'aperçoivent que tous leurs espoirs et leurs efforts auront été vains.

Devant l'écroulement des espoirs, devant un vide de perspectives, le reflux va être dur. D'autant plus dur que la bourgeoisie, représentée par les partis de droite, va donner libre cours à ses retenues.

Tout va y passer : accentuation du chômage, montée des prix, atteintes aux libertés, attaques contre les travailleurs immigrés, remise en cause de lois sociales bien établies, implantations de centrales nucléaires contre la volonté manifeste des habitants.

Les travailleurs ont tendance à délaissier les syndicats qu'ils jugent souvent inefficaces. La désyndicalisation fait parfois des ravages et le moral des militants syndicaux en prend un coup.

La composition de la classe ouvrière a tendance à évoluer. Le statut individualisé face au patronat se développe.

Les organisations syndicales ont du mal à faire face à cette situation. Les comités de chômeurs syndicaux se construisent et vivent avec difficultés, les intérimaires échappent presque totalement à l'organisation syndicale, il faut du temps pour se retourner et faire face à cette situation de division provoquée par la bourgeoisie dès les années d'apparition de la crise.

Les bombes à retardement laissées par 1978 éclatent dans les propres rangs des grandes institutions de gauche politiques et syndicales.

Des remises en cause touchent tous les domaines : le bilan du passé, la stratégie pour l'avenir, la nature des alliances, le rôle des masses, le type de société à construire, le fonctionnement de

ces organisations et parfois les dirigeant eux-mêmes.

Une volonté unitaire sur d'autres bases, sur de nouvelles pratiques politiques se fait jour comme en atteste la pétition «pour l'union dans les luttes».

Pendant ce temps, la situation internationale se détériore. Le recul des impérialismes occidentaux s'accompagne maintenant d'une agressivité croissante de l'URSS. La réadaptation des consciences à la situation est longue, de nouveaux clivages politiques apparaissent dans ce domaine, traversant les organisations de gauche.

Sous la remise en cause conjuguée des perspectives intérieures après 1978 et du bilan international de la construction du socialisme, le marxisme, la nécessité d'un parti révolutionnaire, l'idée même de socialisme sont attaqués. Ceci ajoute encore à la confusion chez des militants de divers courants. A l'extrême-gauche, les organisations les moins préparées ont du mal à résister à ce courant négativiste.

Dans cette tourmente qui suit le passage de mars 1978, et sous le poids des effets de la crise, les travailleurs ont perdu dans une large mesure le cadre favorable au développement de leur lutte. Entendons-nous bien, il ne s'agissait pas du programme commun, mais du fait que toute une couche de militants n'était pas comme aujourd'hui hésitante et peu mobilisée.

L'absence de ce cadre a pesé lourd sur la possibilité de résister aux attaques de la bourgeoisie, c'est certain. Mais n'en concluons pas pour autant que les potentialités de lutte et les luttes elles-mêmes sont inexistantes ou minimes.

Dès mai 1978, alors que Maire donnait cent jours à Giscard, les OS de Renault secouaient déjà la torpeur générale instituée par certains en situation durable avec laquelle il fallait transiger.

Quelques mois plus tard, les sidérurgistes parvenaient, malgré les mesures

de division multiples lancées par la bourgeoisie, à s'organiser pendant quelques mois contre les fermetures.

Des luttes résolues et dans lesquelles le débat politique n'était pas absent éclatent comme celles de l'Alstom à Belfort.

Les travailleurs en situation difficile face à leur patron commencent à s'organiser, à surmonter leurs divisions et mènent des luttes victorieuses, comme celle des travailleurs turcs de la confection et des nettoyeurs du métro.

Mais pour résoudre les divisions existantes, tant celles provoquées par la bourgeoisie, que celles provoquées par les état-major politiques et syndicaux de la gauche, pour permettre que s'organise une réelle et efficace résistance face à la crise, le problème est bien de retrouver les moyens, de reconstituer, en s'appuyant sur les contradictions qui traversent les institutions de gauche, une couche importante de militants favorables à prendre en charge, soutenir, développer, fertiliser les luttes. Et toutes les initiatives prises en ce sens aujourd'hui sont bonnes.

Enfin pour dépasser l'effet 1978, un problème important demeure, quelles perspectives pour transformer la société ?

Faut-il rester prisonnier d'une démarche de pensée qui ne voit cette transformation possible que par le rapprochement entre PC et PS ?

Il faut voir les choses en face. PC et PS ont deux projets de société inconciliables, c'est bien là l'origine de leur division.

Faut-il d'échec en échec poursuivre sur cette voie, ou trouver en s'appuyant sur les avancées déjà réalisées des révolutionnaires et sur les remises en cause de l'intérieur même des institutions de gauche les ressources d'une autre voie ?

Robert EMERY

dan l'actualité...

■ Les nettoyeurs du métro, après quarante jours de lutte, ont repris le travail. Une reprise avec des acquis importants. Pourtant certaines appréciations ont été portées qui nient la réalité de la victoire revendicative des nettoyeurs. Il nous a semblé important de partir des faits et de regarder dans le détail ce qu'il en est du protocole signé pour la reprise du travail.

Un des principaux objectifs de la lutte des nettoyeurs était, rappelons-le de s'opposer au projet de licenciement collectif envisagé par la direction de la RATP, le 1^{er} janvier 1981, date de renouvellement (pour 3 ans) des marchés de nettoyage entre les entreprises sous-traitantes et elle-même.

Ce projet - qui aurait vu la rupture du contrat de travail de plusieurs centaines de balayeurs - était la conséquence directe du plan de réduction du nettoyage des stations de métro, un des volets du plan de rentabilisation de la RATP.

Emploi assuré pour trois ans

Concrètement, le 1^{er} janvier 1981, les entreprises de nettoyage qui auraient passé contrat avec la RATP n'auraient pas été obligées - contrairement à ce que la grève de juin 1977 leur avait imposé - de prendre en charge l'ensemble des nettoyeurs actuellement en place. Ces derniers et c'est le 1^{er} acquis justement de leur grève ont imposé à la RATP qu'elle renonce à l'ensemble des licenciements économiques prévus pour le 1^{er} janvier

Net succès pour la lutte des nettoyeurs du métro

1981 et ce en plus pour une durée totale du prochain contrat RATP-entreprises de nettoyage, donc trois années. Dans une période où - étant engagés dans de vastes plans de restructurations - patronat et gouvernement opposent la plus ferme intransigeance aux luttes sur l'emploi, il s'agit là d'un recul d'une portée appréciable qu'ont arraché les nettoyeurs en matière d'emplois ; il est difficile d'en disconvenir ! Et c'est pourquoi on comprend mal les propos ironiques du syndicat CGT des nettoyeurs contenus dans le tract distribué à l'Assemblée générale de reprise du 1^{er} mai soulignant que le protocole d'accord était un protocole d'abandon ne comportant aucune garantie après 1983. Et pour faire bonne mesure, ce syndicat appellera pour sa part à poursuivre un mouvement taxé par lui de «gauchiste», après avoir refusé que ses quelques adhérents y participent durant 40 jours ! On comprend d'autant moins cette accusation que la lutte a permis d'obtenir en matière d'emplois, d'autres acquis, certes plus contrastés : concrètement, les entreprises sous-traitantes qui, jusqu'ici avaient plusieurs activités dans le métro (balayage, réparation de bâtiments) pouvaient muter les nettoyeurs qui, de ce fait, ne bénéficiaient plus de la convention

collective de la manutention ferroviaire. En cas de mutation, ils en bénéficieront toujours. Ces mutations - effectuées entre autre sur ordre de la RATP - permettaient en outre de licencier plus facilement car étant isolé, tel ou tel nettoyeur jugé trop combatif. Les travailleurs mutés seront protégés également durant 3 ans de tout licenciement économique.

Avantages égaux aux emplois stables RATP

Deuxièmement, outre le maintien de leur emploi, les nettoyeurs ont arraché des revendications concernant leurs conditions de travail, particulièrement intéressantes à noter, en ce sens qu'elles sont avant tout des avantages qui étaient réservés jusqu'ici aux travailleurs bénéficiant du statut RATP, et elles ont été obtenues à 100 % c'est à dire en égalité complète avec les travailleurs RATP aux emplois stables. Ce qui ne s'était jamais vu à ce point même pour la grève de 1977. Il s'agit de l'accès aux douches de la RATP ainsi qu'au restaurant d'entreprise. Il y a là un acquis qui va bien au delà du simple aspect économique, puisqu'il constitue une nouvelle brèche importante dans la

politique de division en multiples catégories mis en place par la RATP depuis quelques années.

Sur les salaires ? Là encore, le syndicat CFDT RATP aura été accusé d'avoir repoussé l'obtention des 2 800 F - revendication initiale - à l'année 1982. Qu'en est-il ?

Les grévistes, lors d'une première séance de négociation, ont arraché, alors qu'ils touchent 2 350 F, une augmentation immédiate, nette de leur salaire de 212 F, (10% de leur paye), ce qui n'est pas courant de nos jours. De surcroît, ils ont obtenu que leur salaire soit effectivement porté à 2 800 F net... pour le 1^{er} juillet 1982, c'est vrai, mais avec des étapes et surtout en francs constants, c'est à dire tenant compte de la hausse des prix. Ce qui fera aux nettoyeurs à cette date un salaire net de 3 700 F à cette date soit une augmentation de 1 165 F, donc de 45,9% en deux ans, ce qui est beaucoup mieux que le taux d'inflation prévisible quand même d'ici là (environ 25%).

Un bilan positif

Dernier point : les entreprises de nettoyage qui passeraient des contrats avec la RATP en 1981 pour la première fois devront également se conformer à ce

saire minimum car il sera inscrit par la RATP dans les prochains contrats ce qui va l'obliger elle-même à donner plus d'argent aux entreprises de nettoyage. Acquis en matière d'emplois, de salaires et en tant que hors statut : la victoire des nettoyeurs est importante. C'est pour cela qu'ils ont repris le travail, en toute connaissance de cause et satisfaits. Contrairement à ce qui s'est dit, la CFDT RATP n'a pas signé le protocole d'accord dans le dos des grévistes sans leur accord : elle ne l'a fait que sur la base de leurs discussions et votes. Cette pratique démocratique a d'ailleurs été une caractéristique d'ensemble du mouvement sans lequel il n'aurait pas abouti à la victoire. Un mouvement dont la force (et le résultat) s'explique par le fait que du début jusqu'à la fin, il s'est appuyé sur les travailleurs. Dans sa préparation même et surtout au cours de nombreuses assemblées de chantiers, les syndicalistes CFDT ont su traduire et synthétiser les exigences essentielles communes et les faire converger en un élan unique. En retour, le fait de s'appuyer sur les aspirations des travailleurs, a permis progressivement de fonder une solide unité. Une unité à laquelle on aura d'ailleurs travaillé efficacement, les militants s'attachant dès le départ à convaincre les non grévistes à les rejoindre.

En cette période où les luttes rencontrent beaucoup de difficultés pour se développer, le net succès des nettoyeurs du métro vaut d'être signalé. Il est exemplaire pour les militants CGT et CFDT qui s'attachent aujourd'hui à rassembler les conditions nécessaires au déblocage des luttes.

Richard FEUILLET